

Région Bourgogne Franche Comté
200 BOULEVARD DE LA RESISTANCE
71000 MACON
T 03 85 38 66 22
synapse.macon@synapse-construction.com



EXTENSION ET REHABILITATION DE LA CASERNE ANSELME

74400 CHAMONIX

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES Lot N°00 CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES COMMUNES

Date	N°Affaire	Emetteur	Phase	Lot	Type	N°Doc	Indice
26/03/2025	220122	SYN	DCE V1	ECO	CCTP	00	-

Sommaire

A CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES COMMUNES	1
1 OBJET DU PRESENT CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	1
2 TRAVAUX PREVUS	1
3 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES.....	1
4 OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR.....	2
5 RECONNAISSANCE DES LIEUX	2
6 REHABILITATION - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES AUX TRAVAUX EN SITE OCCUPE	2
7 DEVIS QUANTITATIF	3
8 ERREURS OU OMISSIONS DANS LES DOCUMENTS REMIS PAR LES CONCEPTEURS	4
9 MISSION DE BASE : PLANS ET ETUDES COMPLEMENTAIRES D'EXECUTION	4
10 PERCEMENTS ET SCELLEMENTS.....	5
11 MARQUES ET SIMILITUDES - MATERIAUX ET PROCEDES NON TRADITIONNELS	5
12 MARQUES ET MODELES DES MATERIELS.....	5
13 NETTOYAGE DU CHANTIER - PROTECTION DES OUVRAGES.....	5
14 FRACTIONNEMENT DES INTERVENTIONS	5
15 GESTION ET EVACUATION DES DECHETS DE BATIMENT ET DE TRAVAUX PUBLICS	5
16 SECURITE DES TRAVAILLEURS ET DU PUBLIC	6
17 ORGANISATION DU CHANTIER.....	6
18 ELEMENTS TEMOINS - PROTOTYPES.....	7
19 COMPTE PRORATA.....	7
20 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX.....	8
21 CONTROLE INTERNE DES CONSTRUCTEURS	8

FICHE DE REVISION

Ind	Date	Note de révision	Rédacteur	Vérificateur

A CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES COMMUNES

1 OBJET DU PRESENT CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) a pour objet la description des travaux tous corps d'état, à réaliser pour l'extension et la réhabilitation de la caserne Anselme à Chamonix (74).

Ces travaux seront réalisés pour le compte du SGAMI SUD-EST

2 TRAVAUX PREVUS

La description des ouvrages donne les détails d'exécution, mais celle-ci ne peut être limitative, et les entreprises devront l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement de l'ouvrage, même ceux non explicitement décrits, mais reconnus nécessaires suivant les plans, les règles de l'art et les documents techniques.

Il découle de ce qui précède, que toutes prestations prévues aux plans et non décrites ou ne figurant pas aux plans mais décrites sont dues par l'entreprise.

Chaque entreprise devra prendre connaissance de l'ensemble des fascicules constituant le présent cahier des clauses techniques particulières. Même si le présent fascicule est matériellement dissocié de l'ensemble, il n'a de valeur qu'associé à ceux des autres lots de travaux.

3 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES

Pour l'exécution de l'ensemble des travaux et installation, l'entrepreneur sera soumis, sauf stipulations contraires du présent C.C.T.P, aux normes, règles et prescriptions des documents suivants, en vigueur à la date de remise de l'offre, et en particulier :

- Les cahiers des charges D.T.U, fascicules de C.P.C et de C.C.T.G et règles de calcul diverses composant le cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux, à la date de conclusion du marché, en l'occurrence ceux concernés par le décret n° 88.534 du 4 mai 1988 et la circulaire du 17 juin 1988.
- Les clauses administratives spéciales (C.C.S - D.T.U) des marchés publics de travaux de bâtiment telles qu'elles sont définies par la circulaire du 12 décembre 1983 et son annexe 1.
- Les règles de construction.
- Circulaires, décrets de recommandations ministérielles publiées au journal officiel complétant ces règles de construction.
- Les normes françaises A.F.N.O.R homologuées ou enregistrées et le cas échéant les normes de caractère similaire adoptées à l'échelon de la communauté économique européenne.
- Le règlement sanitaire départemental type mis à jour par la circulaire du 20 janvier 1983 (J.O du 25 février 1983).
- Les avis techniques du C.S.T.B et des organismes de contrôle technique de la construction.
- Les procès-verbaux d'essais de laboratoire agréés comme ceux de la préfecture de police, du L.N.E, C.I.T.C.M, etc. ...
- Les agréments de l'association française des assureurs construction (A.F.A.C).
- Les cahiers des charges de pose ou de mise en œuvre et recommandations diverses éditées par les fabricants ou les associations techniques professionnelles.
- La loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 concernant la sécurité et la santé des travailleurs dans les opérations de bâtiment et de génie civil, et de ses décrets d'applications n° 95.543 du 4 mai 1995 - n° 94.1159 du 24 décembre 1994 et n° 95.607 du 6 mai 1995.
- La réglementation thermique « R.T 2012 » pour les bâtiments neufs à usage de bureaux ou d'enseignement, les établissements d'accueil de la petite enfance, ainsi que les bâtiments à usage d'habitation construits en zone Anru (1) dont le permis de construire a été déposé plus d'un an après la date de publication du décret (26 octobre 2010), c'est-à-dire à compter du 28 octobre 2011.
- ... Cette énumération n'est pas exhaustive.

L'entrepreneur est réputé avoir une parfaite connaissance de ces documents qui ne lui seront pas fournis mais qui constituent

avec les pièces fournies par les concepteurs les documents contractuels du marché.

4 OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur est réputé avoir une parfaite connaissance de l'ensemble des pièces du projet, ainsi que les clauses et prescriptions des documents contractuels d'ordre général et particulier auxquels il est soumis.

Le présent C.C.T.P définit dans toute la mesure du possible les ouvrages à exécuter. L'entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages même ceux qui ne sont pas explicitement décrits mais qui s'avèrent implicitement nécessaires par le fait que les travaux doivent être livrés totalement achevés dans les règles de l'art et conformes aux normes et règlements en vigueur.

L'entrepreneur, en cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques, et de tout élément patrimonial remarquable, a l'obligation d'en faire la déclaration immédiate auprès de la maîtrise d'ouvrage, conformément à l'article L. 531-14 du code du patrimoine.

5 RECONNAISSANCE DES LIEUX

L'entrepreneur est réputé avoir une connaissance de l'état des lieux et de la construction, et notamment de l'importance des ouvrages à démolir, de ceux à conserver, des dispositions du terrain, des accès (nota: les véhicules des entreprises devront être adaptés aux passages restreints et au plan d'installation chantier), des abords, des possibilités de stockage des matériaux, d'approvisionnement, des lieux d'évacuations des déblais et gravois, etc. ...

Il ne pourra invoquer son ignorance pour élever une quelconque réclamation après la conclusion du marché.

6 REHABILITATION - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES AUX TRAVAUX EN SITE OCCUPE

Protection des existants : lors de toute exécution de travaux dans existants, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles afin d'assurer dans tous les cas, la conservation sans dommage des ouvrages existants contigus ou situés à proximité. Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux dans lesquels sont réalisés des travaux que pour ceux utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement des matériaux et la sortie des gravois.

Devront être particulièrement protégés :

- Les revêtements de sols et plus particulièrement ceux en tapis textile, moquette, parquets, ainsi que ceux en marbre ou pierre le cas échéant.
- Les escaliers et plus particulièrement ceux en bois et ceux avec revêtements textiles ou moquette.
- Les ouvrages en bois.
- Les appareils sanitaires et robinetteries.

Le maître d'œuvre se réserve le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer à l'entrepreneur de prendre des mesures de protection complémentaires. Faute par l'entrepreneur de se conformer aux prescriptions du présent article, il en subira toutes les conséquences, et notamment financières et de remise en état.

Programmation des interventions : l'entrepreneur devra programmer ses interventions en accord avec les occupants. Il devra notamment :

- Informer les occupants au minimum 3 jours à l'avance de la date et de l'heure de son intervention, et en cas d'indisponibilité des occupants à la date envisagée, prendre accord avec eux pour une autre date.
- Respecter strictement les dates et horaires définis.
- En cas d'absence momentanée des occupants pendant les travaux, prendre toutes les mesures afin d'assurer la fermeture des ouvertures extérieures.

Ouvriers intervenants dans les travaux à l'intérieur des locaux : en ce qui concerne les ouvriers intervenant à l'intérieur des locaux :

- Ils devront être nominativement présentés aux occupants au démarrage des travaux.
- Leur nombre devra être défini en fonction du délai d'exécution, il ne devra pas, dans la mesure du possible, varier pendant la durée des travaux.

- Ils devront obligatoirement porter une combinaison spécifique à l'entreprise, ou à défaut un badge avec le nom de la société.
- Un ouvrier intervenant ne pourra être remplacé que pour des raisons impératives que l'entreprise devra justifier.

Matériels et outillages : l'entrepreneur devra dans la mesure du possible utiliser les matériels suivants :

- Équipements sur accumulateurs pour éviter les câbles et rallonges électriques.
- Aspirateurs de type industriel pour les nettoyages.

Sécurité des occupants : toutes dispositions seront à prendre par les entrepreneurs pour garantir dans tous les cas la sécurité des occupants. Les matériels et outillages ainsi que les échelles dès lors qu'ils présentent un risque, devront être entreposés et protégés de telle sorte qu'ils n'engendrent aucun danger.

Nettoyages : en complément aux prescriptions relatives aux nettoyages énoncées ci-avant, les prescriptions suivantes seront à suivre :

- Les nettoyages devront être particulièrement soignés. Ils seront à réaliser dès la finition des travaux dans un local ou un groupe de locaux. En fin de travaux, l'entrepreneur devra enlever toutes les protections et effectuer tous les nettoyages nécessaires dans tous les locaux touchés par les travaux de même que dans ceux utilisés pour le passage des ouvriers, les approvisionnements et l'enlèvement des gravats. En cas de non-respect par l'entrepreneur des obligations découlant des prescriptions du présent article, le maître d'ouvrage fera exécuter les nettoyages par une entreprise de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles de l'entrepreneur. En résumé, l'entrepreneur devra en fin de chantier, restituer les existants dans le même état de propreté que celui dans lequel il les a trouvés au démarrage du chantier.

Travaux de dépose et de démolition : les travaux de dépose et de démolition devront être réalisés avec soin afin d'éviter toutes dégradations aux ouvrages contigus conservés. Ces travaux comprendront implicitement tous les travaux annexes et accessoires nécessaires pour permettre la dépose tels que descellements, démontage de pattes ou autres accessoires de fixation, coupements, hachements, etc. ... Les méthodes et moyens de dépose sont laissés au choix de l'entrepreneur qui devra les définir en fonction de la nature de l'ouvrage à déposer, de son emplacement, de son environnement et de toutes autres conditions particulières rencontrées.

Matériaux et matériels de récupération : le maître d'ouvrage aura toujours la possibilité de récupérer certains matériels, matériaux et équipements en provenance des déposes et démolitions. Ces matériels, matériaux et équipements sont le cas échéant définis au début des travaux. Ils seront à déposer avec soin, à trier et à ranger par l'entrepreneur dans l'enceinte du chantier aux emplacements qui lui seront indiqués en temps utiles. Les sujétions de récupération font partie du prix du marché. En dehors de ces matériaux récupérés et rangés, l'entrepreneur aura la liberté de récupérer tous les matériaux de son choix, mais il devra les évacuer du chantier en même temps que les gravats. Tous les autres matériaux, quels qu'ils soient, en provenance des démolitions, qu'ils soient susceptibles de réemploi ou non, seront acquis à l'entrepreneur qui pourra en disposer à son gré après enlèvement du chantier.

Raccords de plâtre, de mortier et de peinture : à l'intérieur : au droit des menuiseries remplacées, les raccords devront toujours être réalisés par l'entrepreneur.

Intempéries pendant les travaux : dans les cas où des intempéries (pluies-vents) surviendraient pendant le remplacement de menuiseries, l'entrepreneur devra mettre en place toutes les protections nécessaires pour protéger les intérieurs des locaux.

7 DEVIS QUANTITATIF

Le devis quantitatif joint au présent dossier d'appel d'offre à la demande du maître d'ouvrage est fourni gratuitement aux entreprises. Ce devis quantitatif cadre de bordereau de prix unitaires n'est pas une pièce contractuelle et ne peut en aucun cas engager la responsabilité du maître d'ouvrage.

Au cours de son étude et avant remise de son offre, l'entrepreneur signalera toutes erreurs, omissions ou contradictions normalement décelables par un homme de l'art qu'il pourrait relever dans le quantitatif. S'il constatait une anomalie, il en intégrerait le coût dans son offre (acte d'engagement) en la signalant par un astérisque renvoyant à la fin de son devis estimatif afin d'attirer l'attention de la personne chargée de l'analyse des offres sur le chiffrage des conséquences de cette anomalie.

Après signature du marché, l'entreprise est censée avoir accepté, pleinement et en toute connaissance de cause, les diverses quantités prévues et s'interdira alors toutes réclamations ultérieures.

Si une anomalie ou omission non décelable était constatée après signature des marchés, la discussion porterait sur l'ensemble du quantitatif et non sur le seul poste litigieux.

Les entreprises devront obligatoirement procéder à la vérification des devis quantitatifs pendant le délai de consultation.

Les entreprises devront signaler à l'économiste toutes anomalies éventuelles, lesquelles après vérification seront portées à la connaissance des entreprises candidates, afin que la concurrence reste équitable.

La fourniture du devis quantitatif par le maître d'ouvrage, facilitant la tâche des entreprises candidates dans l'étude du dossier, et ne les engageant qu'à des frais modérés de vérification des avant-métrés, les prix unitaires du marché devront tenir compte des frais avancés par le maître d'ouvrage pour faciliter leur étude et permettre une meilleure comparaison de leur offre.

8 ERREURS OU OMISSIONS DANS LES DOCUMENTS REMIS PAR LES CONCEPTEURS

Chaque entrepreneur vérifiera les cotes des plans et sera tenu de signaler en temps utile aux concepteurs et au maître d'ouvrage, toutes erreurs ou omissions qu'il pourrait y relever et risquant d'avoir des conséquences sur les travaux de son propre lot ou sur celui des autres corps d'état. De même, s'il relève des erreurs, omissions ou anomalies dans les pièces écrites (devis descriptif en particulier) qui lui seront remises au moment de la consultation des entreprises, il lui est fait obligation d'en aviser les concepteurs et le maître d'ouvrage avant l'envoi de son offre. Passé ce délai, plus aucune réclamation ne sera recevable.

Il est bien précisé que la clause de priorité prévue au cahier des clauses administratives générales entre les plans et le C.C.T.P n'a pas pour but d'annuler la confection d'un ouvrage quelconque figurant sur l'une des pièces et non sur l'autre.

En conséquence, les soumissionnaires devront :

- Se rendre sur place.
- Étudier et établir les détails d'exécution.
- Comblers, s'ils s'en trouvent, toutes les lacunes qui pourraient apparaître au cours de leur étude et de les signaler au maître d'œuvre.

En cours d'exécution, aucune cote ne sera prise à l'échelle sur les plans et l'entrepreneur aura à sa charge de s'assurer sur place avant toute fabrication et mise en œuvre, de la possibilité de respecter les cotes et indications mentionnées sur les plans.

L'entrepreneur ne prendra jamais l'initiative de modifier quoi que ce soit au projet, mais il devra signaler au maître d'ouvrage, toutes les améliorations qu'il estimerait utile d'y apporter.

Avant toute exécution, il complètera son information auprès des concepteurs ou du maître d'ouvrage sur tout ce qui lui semblerait incomplet ou douteux.

9 MISSION DE BASE : PLANS ET ETUDES COMPLEMENTAIRES D'EXECUTION

La mission confiée aux concepteurs est une mission de BASE.

A ce titre les concepteurs fourniront avec le dossier de consultation des entreprises, les plans du projet, et les devis descriptifs du projet tels qu'ils sont définis par le cadre de normalisation de leur mission.

Les études, calculs et plans complémentaires nécessaires à l'exécution des ouvrages devront être établis par un ingénieur qualifié indépendant ou faisant partie des cadres de l'entreprise après son agrément par les concepteurs. Ces plans calculs et études seront à la charge de l'entrepreneur qui en gardera l'entière responsabilité conjointement avec leur auteur.

D'une façon générale, tous les plans techniques que l'entrepreneur pourrait être appelé à établir, seront soumis à l'approbation des concepteurs et du bureau de contrôle avant tout début d'exécution.

10 PERCEMENTS ET SCELLEMENTS

Chaque entreprise aura à sa charge exclusive tous les percements et scellements nécessaires à la réalisation et à la mise en œuvre de ses ouvrages. Ceux-ci seront exécutés avec les plus grands soins et les scellements humides notamment seront effectués ciment dans ciment et plâtre dans plâtre, l'emploi de ciment prompt n'étant pas admis.

11 MARQUES ET SIMILITUDES - MATERIAUX ET PROCEDES NON TRADITIONNELS

Les spécifications du C.C.T.P qui comportent l'indication d'une marque déposée ou d'un fabricant, ne sont pas en principe impératives. Les entreprises ont la possibilité de proposer des matériaux ou des produits provenant d'autres fabricants mais de qualité reconnue au moins équivalente, le maître d'ouvrage étant le seul habilité à juger de cette équivalence.

En conséquence, ce dernier se réserve la possibilité d'imposer les produits de marques spécifiés au C.C.T.P si ceux-ci lui paraissent préférables pour la bonne réalisation des ouvrages. Les entreprises ne pourront dans ce cas prétendre à aucune modification de leur prix.

La mise en œuvre de matériaux nouveaux ou de procédés de construction non traditionnels devra faire l'objet d'un accord particulier du maître d'ouvrage. Cet accord ne pourra être acquis qu'au vu des procès-verbaux d'essais de ces matériaux ou procédés, par les laboratoires du C.S.T.B.

Tous compléments de garantie par police d'assurances spécifique pourront être éventuellement exigés de l'entrepreneur ou du fabricant du produit.

12 MARQUES ET MODELES DES MATERIELS

Pour certains matériels et produits, le choix du concepteur ne peut être défini d'une manière précise sans faire référence à un matériel ou produit d'un modèle d'une marque. Les marques et modèles indiqués ci-après dans le C.C.T.P avec la mention « ou techniquement équivalent » ne sont donc donnés qu'à titre de référence et à titre strictement indicatifs.

L'entrepreneur aura toujours toute latitude pour proposer des matériels et produits d'autres marques et modèles, sous réserve qu'ils soient au moins équivalents en qualité, dimensions, formes, aspects, performances, etc. ...

13 NETTOYAGE DU CHANTIER - PROTECTION DES OUVRAGES

Le chantier sera tenu en parfait état de propreté tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, pendant l'exécution des travaux, par toutes les entreprises intervenantes. En cas de carence d'une entreprise dans l'exécution du nettoyage lui incombant, celui-ci sera exécuté sur ordre du maître d'ouvrage par une autre entreprise aux frais du défaillant.

En principe, aucun nettoyage ne sera porté au compte prorata de chantier géré par le maçon.

Les entreprises ayant à intervenir à proximité ou sur des ouvrages déjà réalisés par leurs soins ou par d'autres corps d'état, devront assurer une protection efficace de ces ouvrages et leur nettoyage ou remise en état initial après leur intervention.

14 FRACTIONNEMENT DES INTERVENTIONS

Chaque entreprise et quelle que soit l'importance de son lot, interviendra sur le chantier à la diligence du maître d'ouvrage, autant de fois que nécessaire à la bonne planification des travaux de l'ensemble de la réalisation. Les prix de son offre seront réputés établis compte tenu de ces nécessités.

15 GESTION ET EVACUATION DES DECHETS DE BATIMENT ET DE TRAVAUX PUBLICS

L'entrepreneur prévoira et assurera l'évacuation et/ou la valorisation (sur place ou ailleurs, sous réserve de justifications) des déchets qu'il produit sur le chantier, conformément au plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés et à la réglementation en vigueur.

Les déchets du chantier, définis et quantifiés par l'entreprise, devront être chiffrés.

Le montant global de l'offre remise par l'entreprise et portée dans l'acte d'engagement comprendra donc le coût de

traitement des déchets.

Évacuations des déchets :

Elles sont obligatoires pour tous déchets qui ne sont pas valorisés sur place.

L'entreprise s'engage à évacuer les déchets de chantier prioritairement vers une plate-forme d'accueil des déchets du B.T.P, prévue par le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés, si elle existe, ou vers un site dûment autorisé.

Pour ce deuxième cas, l'entreprise doit motiver sa proposition par rapport :

- A la nature du déchet concerné et ceux non traités sur la plateforme d'accueil.
- A un éloignement de la plate-forme d'accueil.
- Ou à toute autre raison dûment justifiée.

Quelle que soit la proposition, il est souhaitable que les déchets soient triés sur le chantier de façon à limiter les nuisances lors de leur transport et à faciliter leur tri et leur valorisation ultérieurs.

Après acceptation, pesée et déchargement de ces déchets sur la plate-forme ou le site autorisé, il devra être délivré un bordereau de suivi.

Un exemplaire de ce bordereau devra être conservé par l'entreprise et un exemplaire par l'exploitant de la plate-forme ou du site d'évacuation autorisé.

L'entreprise devra également en transmettre un exemplaire au maître d'œuvre à l'appui d'une situation de travaux mensuelle, pour justifier l'évacuation des déchets telle que chiffrée dans le marché et permettre le paiement par le maître d'ouvrage.

Valorisation des déchets sur le chantier :

L'entreprise identifiera les déchets à valoriser sur le site (ou sur un autre site) et précisera les conditions de traitement, qui devront être conformes à la réglementation en vigueur.

Pour toute question plus précise relative à la réglementation en vigueur en matière de déchets de chantier, l'entreprise pourra utilement se rapprocher des services de la D.D.A.S.S.

16 SECURITE DES TRAVAILLEURS ET DU PUBLIC

Toutes les mesures de sécurité collectives ou individuelles des travailleurs et du public seront prises par les chefs d'entreprises qui en surveilleront la stricte application par leur personnel, sous le contrôle du coordinateur "sécurité santé" conformément à la loi en vigueur.

Chaque entrepreneur est tenu d'exécuter le P.P.S.P.S et de l'envoyer au coordonnateur 30 jours avant le démarrage des travaux.

17 ORGANISATION DU CHANTIER

Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) fixe les conditions de répartition et de prise en charge :

- Des dépenses d'investissements.
- Des dépenses d'entretien nécessaires à l'organisation du chantier.

En principe ne seront donc portées au compte prorata que les dépenses de consommation, réparations ou remplacement d'ouvrages détériorés ou détournés si le responsable est incertain ou insolvable.

Le lot 02 GROS OEUVRE est désigné LOT PRINCIPAL.

L'entrepreneur du LOT PRINCIPAL fera toutes prévisions pour réaliser dès l'ouverture du chantier, un panneau à claire-voie d'au moins 4m² sur lequel seront mentionnés :

- La dénomination de l'opération.

- La référence de la déclaration préalable ou du permis de construire avec la mention du droit de recours.
- Les noms et qualités du maître d'ouvrage.
- Les noms, adresses et qualités des concepteurs.
- Les noms et adresses des membres de l'équipe d'œuvre.
- Les noms et sièges sociaux des entreprises.
- Les noms du coordonnateur S.P.S, bureau de contrôle et conducteur d'opération.

Les documents suivants devront se trouver permanence dans le bureau de chantier où ils devront pouvoir être consultés par tous les intéressés :

- Plans des architectes et des bureaux d'études de l'équipe de maîtrise d'œuvre et des entreprises.
- Le P.G.C et le registre journal.
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) et marché type.
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) et devis quantitatif de chaque lot.
- Calendrier d'exécution.
- Carnet de chantier et comptes-rendus de réunions de chantier.

Les frais d'établissement du panneau de chantier et de constitution du dossier de chantier seront pris en charge par le LOT PRINCIPAL.

18 ELEMENTS TEMOINS - PROTOTYPES

Tels qu'ils sont définis ci-après, des éléments témoins ou prototypes grandeurs réelles d'éléments de construction seront demandés à l'entreprise pour permettre au maître d'ouvrage, maître d'œuvre et contrôleur technique, l'examen des éléments avant fabrication en série.

1 prototype de menuiserie et 5 m² d'élément témoin du complexe d'Isolation Thermique par l'Extérieur seront réalisés en grandeur réelle par les entreprises attributaires.

Il appartient à l'entreprise d'intégrer dans son offre, tous les ouvrages permettant de réaliser ces ouvrages. Ces éléments témoins ou prototypes après acceptations par le maître d'ouvrage, maître d'œuvre et contrôleur technique serviront de base et de référence. Les éléments témoins ou prototypes seront réalisés dans un délai compatible avec la durée des travaux en coordination de tous les corps d'état nécessaire au parfait achèvement de l'ouvrage. Les éléments seront montés sur site, dans les conditions de mise en œuvre définitive. Tous les frais relatifs à cette présentation feront partie intégrante du forfait de l'entreprise. L'entreprise restera propriétaire des éléments témoins ou prototypes, et en assurera si besoin le démontage et le transport après réception des travaux.

19 COMPTE PRORATA

Les dépenses afférentes au compte prorata sont réputées rémunérées par les prix du marché conclus avec l'entrepreneur.

Elles font l'objet d'une répartition forfaitaire dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises déterminé et plus particulièrement les dépenses ci-après :

- Consommation d'eau et d'électricité.
- Frais de remise en état des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone, ou divers ouvrages existants détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable.

L'entreprise titulaire du lot PRINCIPAL procédera au règlement des dépenses correspondantes mais pourra demander des avances aux autres entrepreneurs. Elle effectuera en fin de chantier la répartition des dites dépenses proportionnelles aux montants des dépenses finales des marchés de chaque lot.

Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre se limitera à jouer le rôle d'amiable compositeur, dans le cas où les entrepreneurs lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

Les dépenses d'investissements et d'entretien nécessaires à l'organisation du chantier seront à la charge des entreprises suivantes :

- Clôture de chantier : LOT PRINCIPAL.
- Raccordement en eau : LOT PRINCIPAL.
- Raccordement électrique et tableau général de protection : LOT PRINCIPAL.
- Entretien des voies d'accès au chantier : LOT PRINCIPAL.
- Installation des sanitaires, WC et vestiaires de chantier : LOT PRINCIPAL.
- Bureau de chantier meublé, chauffé, éclairé et équipé d'un téléphone y compris l'entretien : LOT PRINCIPAL.
- Panneau de chantier et dossier de chantier : LOT PRINCIPAL.

- Installation de robinets de puisages dans le chantier : LOT PLOMBERIE.

- Tableaux secondaires avec prise dans le chantier : LOT ELECTRICITE.

20 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier ne seront pas compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux, dans un délai de 30 JOURS, à compter de la réception, l'entrepreneur devra avoir terminé de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

21 CONTROLE INTERNE DES CONSTRUCTEURS

Aux termes du décret du 07 décembre 1978, le bureau de contrôle, dans le cadre de sa mission :

- S'assure que, pendant l'exécution des travaux, l'autocontrôle qui incombe à chacun des constructeurs, énumérés à l'article 1792-1 du Code Civil, s'effectue de manière satisfaisante.
- Procède elle-même par sondage au contrôle de l'exécution des travaux.

Il convient par conséquent que les constructeurs tiennent à disposition du bureau de contrôle :

- La liste des vérifications envisagées par l'entreprise pour s'assurer de la bonne exécution des ouvrages.
- La formalisation de ces vérifications, permettant de s'assurer qu'elles sont effectuées de manière satisfaisante.